

Cap-aux-Diamants

La fondation de l'Institut canadien

Daniel Gauvin

La vie culturelle au XIX^e siècle
Volume 2, numéro 3, automne 1986

URI : id.erudit.org/iderudit/6531ac

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN 0829-7983 (imprimé)
1923-0923 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Gauvin, D. (1986). La fondation de l'Institut canadien. *Cap-aux-Diamants*, 2(3), 13–15.

Tous droits réservés © Les Éditions Cap-aux-Diamants inc., 1986

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org



Démoli en 1898, lors des travaux d'élargissement de la Côte de la Fabrique, l'immeuble où logeait l'Institut canadien est l'oeuvre de Joseph Ferdinand Peachy. L'hôtel de ville, le palais Montcalm, l'église méthodiste wesléyenne et la bibliothèque Gabrielle-Roy accueilleront tour à tour la bibliothèque. Photo: Livernois. Laboratoire d'histoire de l'architecture, Université Laval.

LA FONDATION DE L'INSTITUT CANADIEN

par Daniel Gauvin*

Le XIX^e siècle québécois se caractérise par la mise sur pied d'associations diverses. La multiplication des sociétés littéraires, entre autres, est sans contredit un des faits marquants de la vie culturelle et intellectuelle. Plus de 130 sociétés de ce genre voient le jour à cette époque et on en compte près d'une trentaine à Québec seulement.

Une influence européenne

Calquées sur le modèle des *Mechanic's Institutes* originaires d'Angleterre et des cabinets de lecture d'Europe occidentale, ces sociétés organisaient des activités multiples: conférences, séances de discussions, lecture des journaux, concours littéraires ou d'éloquence, création de bibliothèques et de musées. Si leur objectif était de stimuler la vie intellectuelle, plusieurs y voyaient également un moyen pour les Canadiens français d'accroître leur influence face aux Anglo-saxons qui exerçaient un contrôle serré de l'économie et de l'administration publique. Dans le Bas-Canada, l'émergence de ces associations comblait en partie la pénurie des institutions d'éducation. Toutefois, il ne faut pas exagérer l'importance de ces sociétés littéraires

comme canaux de diffusion des connaissances puisqu'elles s'adressaient à un public déjà instruit, donc à une mince fraction de la population.

Le passage d'Alexandre Vattemare à Québec

Cet intérêt croissant pour la vie intellectuelle coïncida avec le passage en Amérique du philanthrope parisien Alexandre Vattemare. Pourvu de dons pour la ventriloquie et la comédie, doté d'une vaste culture, il parcourait les différents pays européens depuis 1820 afin de les inciter à participer à son système culturel international, basé sur l'échange de livres, d'objets d'art et de spécimens des sciences naturelles. Lors de son passage à Montréal et à Québec, entre novembre 1840 et mars 1841, il essaya d'intéresser les populations locales à son projet, ce qu'elles firent aussitôt en tentant de créer l'Institut Vattemare, qui malheureusement avorta. Néanmoins, l'idée se concrétisa en 1844 par la fondation de l'Institut canadien de Montréal. Ce dernier se proposait de former une bibliothèque, d'ouvrir une salle de lecture et d'organiser des conférences et des discussions.

*Historien.

Gravure de l'Institut canadien, sis au 57 Côte de la Fabrique. Cet édifice abritait les salles et la bibliothèque au rez-de-chaussée. Guide Cherrier, 1882. Archives nationales du Québec. Laboratoire d'histoire de l'architecture, Université Laval.

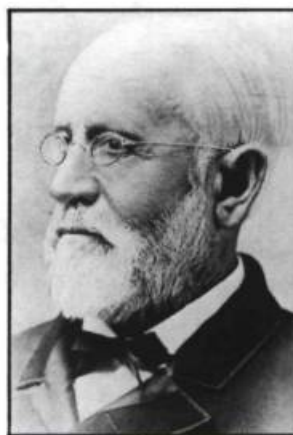


Parmi le foisonnement des sociétés littéraires au XIX^e siècle, la création des instituts canadiens (plus d'une trentaine), conçus cependant sans plan d'ensemble et sans concertation préalable, constitue un phénomène remarquable. Après la fondation de celui de Montréal, le mouvement prit de l'ampleur, et s'étendit bientôt à toute la province et même à une partie des États-Unis. Cependant, la plupart de ces instituts connurent une existence éphémère.

Québec et le mouvement associationniste

C'est à la même époque que les citoyens de Québec manifestèrent la volonté de se doter d'une telle institution. Composée d'une population mixte, francophone et anglophone d'une part, catholique et protestante d'autre part, la ville de Québec comptait près de 42 000 habitants en 1851. La Basse-ville demeurerait le quartier par excellence des affaires, où se déroulait le gros de l'activité économique, tandis que le centre administratif et religieux était localisé dans la Haute-ville. L'infrastructure culturelle, compte tenu d'une population alphabétisée à près de 40%, était peu développée: quelques librairies, peu d'associations à vocation culturelle et de rares bibliothèques, souvent spécialisées et difficiles d'accès. La majorité de ces institutions appartenaient d'ailleurs à des anglophones et s'adressaient à eux.

Dans les années 1840 les francophones essaient tout de même d'améliorer leur sort. En octobre 1843, par exemple, l'avocat Auguste Soulard et une trentaine de ses concitoyens fondent la Société canadienne d'études littéraires et scientifiques afin de concurrencer les deux associations anglophones, la Quebec Literary and Historical Society et le Mechanic's Institute. Son existence fut brève toutefois car, deux ans plus tard, elle fermait ses portes. En 1845, toujours sous l'instigation de Soulard, de nouvelles démarches aboutissent à la création de la Société canadienne d'études littéraires et historiques. Ce fut un nouvel échec. Cependant, ces efforts pour fonder une société littéraire francophone allaient bientôt donner des résultats concrets. En effet, l'exemple de l'Institut canadien de Montréal stimula les ardeurs.



Le juge Marc-Aurèle Plamondon, président-fondateur de l'Institut canadien de Québec. Tiré de Pierre-Georges Roy, les Juges de la province de Québec, 1933. Archives de la ville de Québec.

La fondation de l'Institut canadien

En septembre 1847 le projet de fondation d'un institut canadien à Québec prend forme. Un citoyen, possiblement Marc-Aurèle Plamondon, président fondateur, fit paraître dans *Le Canadien* une lettre, sous le pseudonyme de Silvio, invitant les «jeunes gens» de Québec à sortir de leur apathie afin de créer une société «d'instruction mutuelle»:

«Quoi! déjà les jeunes gens de Montréal possèdent deux sociétés [la Société mercantile d'économie et l'Institut canadien de Montréal] et nous, à Québec, nous n'en avons aucune, nous qui habitons l'ancienne capitale des Canadas!... Agitons! Agitons!... Prenons pour modèles nos frères de Montréal, et nous travaillerons à notre prospérité comme à celle du pays tout entier. La prospérité fondée sur l'instruction ne saurait être facilement ébranlée: unissons-nous, l'union fait la force!... Que les étudiants, les typographes, les commis, les apprentis... se mettent à l'oeuvre, et l'on verra probablement, avant peu, l'annonce d'une assemblée qui sera nombreuse et où tous les

jeunes gens de Québec se feront un honneur de se porter en foule, le coeur plein de zèle et d'espérance.»

Dès le numéro suivant, Silvio revenait à la charge en suggérant, explicitement cette fois-ci, d'imiter le modèle de l'Institut canadien de Montréal: *«Vous [le rédacteur du Canadien] nous suggérez l'Institut canadien de Montréal comme modèle d'une société que l'on pourrait former ici: c'est justement dans mon opinion, une société comme l'Institut qu'il nous faut et que nous devons essayer de mettre sur pied; une société où nous serons chez nous, une société toute et uniquement canadienne, une société où nos institutions, notre langue et nos lois seront respectées.»* Ce passage indique clairement que le projet s'adressait exclusivement aux citoyens de langue française.

Quelques jours plus tard, une lettre anonyme paraissait dans *Le Canadien* et informait les «jeunes gens» désireux de «former aussitôt que possible une société d'instruction mutuelle» qu'ils pouvaient «inscrire leurs noms chez M.-C. Boudreault, demeurant au no 8 rue Sainte-Famille.» Cette invitation entraînait directement en concurrence avec le projet de Silvio car, le 17 octobre 1847, une nouvelle «société d'instruction» (probablement la Société de discussion de Québec), était fondée. Quoiqu'il en soit, le projet de Silvio continua son chemin.

Finalement, le 2 décembre 1847, un petit groupe de citoyens se réunirent à l'Hôtel Blanchard, qui deviendra l'Hôtel Louis XIV, afin de discuter des dispositions à prendre pour former un institut canadien. Lors de cette assemblée, il fut décidé d'inviter les citoyens de Québec à s'inscrire en grand nombre comme membres fondateurs. Le 17 janvier 1848, l'Institut canadien était officiellement fondé. Entre 150 et 200 personnes s'étaient réunies dans les salles de la bibliothèque du Parlement, où elles votèrent à l'unanimité l'adoption d'une constitution et élurent un conseil d'administratoins.

Un comité spécial fut chargé de préparer une requête en vue de la reconnaissance officielle de l'Institut. Le texte disait notamment *«que cette association se composait déjà de près de trois cents membres, qu'elle avait acquis un nombre très considérable de livres sur divers sujets, commencé la formation d'un musée, ouvert un salon public de lecture contenant un très grand nombre de journaux et que déjà plusieurs lectures publiques sur diverses matières utiles avaient été données au public par la dite association.»* Le 6 mars 1848, Pierre-Joseph-Olivier Chauveau présenta la requête au nom de la direction devant les membres du Parlement. Dix-sept jours plus tard, l'Institut recevait, par sanction royale, sa charte d'incorporation.

Sociabilité et vie intellectuelle

La fondation de l'Institut canadien suscita un regain de patriotisme dans la ville. Pendant que la presse locale relatait les étapes de sa fondation et louangeait sa noble mission, les notables de la ville allaient s'y inscrire en grand nombre. Dès lors, l'Institut devint un objet de fierté, un signe de réussite et de prestige, un symbole de la survivance du fait français en Amérique.



Blason de l'Institut canadien de Québec. Dessin exécuté par le peintre Eugène Hamel en 1877. «Au centre, avec draperie d'azur, Minerve auprès de l'arbre de la science; à ses pieds la gerbe dorée, moisson de savoir, déjà cueillie de l'Institut». Les cent ans de l'Institut canadien de Québec, 1848-1948

Plusieurs membres du clergé, hommes d'affaires, hauts fonctionnaires, gens des professions libérales (avocats surtout) et quelques gens de métiers et commis participèrent dès le début à ses activités. La majorité des fondateurs se recrutait parmi la jeune élite sociale, économique et intellectuelle de langue française de Québec. Songeons aux François-Xavier Garneau, Pierre-Joseph-Olivier Chauveau, Octave Crémazie, Étienne Parent, Jean-Baptiste Renaud, Joseph Cauchon, Eugène Chinic, Augustin Côté, Joseph-Charles Taché, Napoléon Aubin et plusieurs autres. Au fil des ans, d'autres noms illustres se greffèrent à cette liste.



Intérieur d'une bibliothèque d'association au XIXe siècle. Gravure de la bibliothèque de l'Institut de France tirée de Joseph-Guillaume Barthe. Le Canada reconquis par la France, 1855.

Lieu de rencontre, de discussions et d'échanges intellectuels, l'Institut canadien devint un endroit de rassemblement privilégié des classes supérieures de langue française de Québec dans la seconde moitié du XIXe siècle. ♦